L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. | NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 4 DECEMBRE 1868. | Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 4 DECEMBRE.

PRIX DE L'ABONNEMENT,

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $16; par semestre, $8; par trimestre, $4.
Prix d'un exemplaire, 10 CENTS.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE.
Paraissant le Mardi et le Samedi:
Par an, $6; Par semestre, $3.

PARIS D'ANNONCES.
Les annonces ordinaires, placées à leur de rôle dans les diverses parties du journal, paieront $1 50 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.
Les annonces judiciaires de la page éditoriale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.
Les annonces nouvelles pour longue durée, paieront $20 net le carré par mois.
Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces savent, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, ce qu'elle ont à payer.
Toutes les réclames d'annonces d'ailleurs paieront 20 cents net la ligne pour chaque insertion.
Toute annonce transitoire doit être payée d'avance.
Les annonces dont le nombre d'insertion n'est pas indiqué seront publiées six fois.
Les comptes des personnes faisant régulièrement des annonces leur seront envoyés à la fin de chaque mois.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par Reed Gutierrez, à 10 heures 1/2, rue Derbigny, entre Ste-Anne et Dumaine—Une cave de 2000 et une cave de 3000 gallons.
Par Montgomery, Brou & Co., à 11 heures, à l'entrepôt Transit, sur la Levée, entre les rues Washington et Quatrième, 300 sacs de riz de l'Inde.
Par O. Léonnet, au No 59 de la rue de Chartres—Comptoir en sapinette, casiers, chaises et articles de bureau.
Par H. Scott, au No 66 de la rue de Chartres—Habillements, marchandises sèches, Epicerie, chaussures, etc.
Par J. Dépas, jr., à la Bourse de la rue Gravier, sous Carondelet—Meubles, pianos et tapis.
Par Hoffman, Mathe & Co., au No 26 de la rue de Chartres—Marchandises sèches et liquides.
Par Henry Brez, aux Nos 98, rue des Magasins et 99, rue Gravier—Bottes, souliers et brodequins.

☞ Adresse vos corporeux les encaissés chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille-Levée.

Grande vente de Chaussures, à l'encan. A quatre heures précises, 4 décembre, à 10 heures du matin, MM. Louis Stoerk & Bro vendront, dans leur salle d'encan, rue des Magasins No 33, et rue Gravier No 68, une variété de bottes, souliers et brodequins, respectivement des fabriques du Nord, par les derniers steamers, et convenant spécialement à ce marché. Cet assortiment est riche, varié, magnifique, composé d'articles frais, de qualité supérieure, et sera vendu sans aucune limite en réserve, au lieu au gré des acheteurs. Nous recommandons cette grande vente à l'attention particulière du commerce de détail de la ville et de la campagne. Voyez l'annonce.

Mariage.—Nous appelons l'attention particulière des marchands de meubles sur la vente que J. Dépas jr., fera, conformément à la loi, le 10 décembre prochain, au No 59 de la rue Gravier No 122, au coin de la rue Carondelet.

Porcelaine de Chine et Jouets assortis.—Il est probablement la plus grande vente de la saison, lundi prochain, de porcelaine de Chine, verres de Bohême artistiques, ornements de milieux, articles de fantaisie, jouets, fusils bijoux, etc., vente et riche assortiment que MM. Hoffman Mathe & Co vendront comme il a été convenu à 10 heures du matin, dans leur salle d'encan de la rue de Chartres No 32. Le tout sera adapté aux récentes et dernier et plus haut embellissement, pour alors une exposition. Les jouets sont de fabrication récente et d'un goût parfait. Les personnes désirant des marchandises à cette vente qui leur présentera certainement de magnifiques choses de bénéfice. Voyez l'annonce.

Feuilleton de l'Abeille.

Nous commencerons dimanche la publication d'un nouveau roman de Félix de Savran, auteur du Château de Pierrefonds et de plusieurs autres grands ouvrages publiés dans l'Abeille. Cette nouvelle œuvre a pour titre *Les trois Filles d'Hervier*, et nos lecteurs ne la trouveront ni moins intéressante ni moins féconde en incidents dramatiques que *Le Crocin du Diable*.

L'Ordonnance des trois millions.

C'est demain, samedi, que les électeurs de la Nouvelle-Orléans vont être appelés à voter pour la ratification ou le rejet de l'ordonnance municipale dont nous avons donné dernièrement le texte et qui a pour objet d'autoriser l'émission de trois millions d'obligations nouvelles portant 7-30 0/0 d'intérêt par an, et en même temps l'imposition d'une nouvelle taxe de 1/4 de un pour cent non seulement sur les propriétés foncières mais encore sur le montant de toutes les Bourses.

Suivant la proclamation de maire, les bureaux d'électeurs seront ouverts dans les différents précincts établis pour la dernière élection, de sept heures du matin à six heures du soir. Tous les citoyens enregistrés seront admis à voter.

Tous ceux qui sont en faveur de la ratification de l'ordonnance devront avoir imprimé ou écrit sur leurs bulletins "Par issue of bonds"; tous ceux qui désirent le rejet de l'ordonnance devront voter avec des bulletins portant les mots "Against issue of bonds".

Nous appelons l'attention de tous les électeurs sur les résolutions adoptées au sujet de cette ordonnance par l'association des propriétaires, résolutions dont on trouvera le texte dans nos colonnes d'annonces. L'association recommande à tous les électeurs de voter contre l'ordonnance, et elle donne à l'appui de cette recommandation des raisons puissantes.

Nous ne croyons pas avoir besoin de répéter encore une fois les arguments que nous avons déjà développés et qui prouvent l'injustice et l'inutilité d'une nouvelle taxe. Mais nous ajouterons une raison qui doit avoir un grand poids sur la décision des électeurs, c'est que cette ordonnance, bien que ce qu'elle serait ratifiée par la majorité des votes exprimés, ne pourrait recevoir aucune application pratique pour laquelle c'elle est d'une illégalité flagrante et que des injonctions seraient prises immédiatement pour interdire l'émission des obligations nouvelles et pour réunir au paiement de la taxe.

La Charte de la ville déclare, en effet, que la ville ne pourra en aucun cas émettre plus de douze millions d'obligations, et ce chiffre serait plus que dépassé par la nouvelle émission. Les mêmes Chartes déclarent que les taxes de ville sur la propriété foncière ne pourront jamais dépasser un et demi pour cent de la valeur assumée des propriétés; or, ce chiffre étant déjà atteint, la taxe ne peut être augmentée. Un vote populaire ne peut autoriser la violation de deux clauses de la Charte qui ont précisément pour but de protéger les contribuables contre un excès d'impôt. La Charte ne peut être amendée que par une loi de la Législature.

Rappelons encore que l'ordonnance, telle qu'elle est, est incomplète et insuffisante et que son auteur, M. Shields, l'a si bien senti qu'il a consenti à la retirer et que le Conseil des Aldermen a adopté à une proposition d'ajournement. Ce n'est donc que par suite de l'obstination de l'autre Conseil que l'ordonnance sera soumise demain aux électeurs.

L'intérêt de ceux dont les noms ne figurent pas sur la liste des contribuables n'en est pas moins un jeu dans toute mesure qui a trait aux finances de la ville; car il n'est pas un seul habitant de la Nouvelle-Orléans qui n'ait souffert dans le passé et qui ne doive souffrir dans l'avenir de la mauvaise administration des affaires de la corporation. Les taxes retombent plus ou moins sur ceux qui paient les loyers ou qui consomment les denrées et marchandise vendues par les marchands payant licence. La perte de crédit de la ville affecte les affaires en général et le journalier et l'artisan n'en ressentent autant que le négociant ou le propriétaire. Il y a solidarité entre tous les résidents d'une grande ville pour tout ce qui concerne l'administration municipale, et chacun est intéressé à empêcher la dilapidation des deniers public et à en assurer un emploi utile. Nous comptons donc que tous les électeurs, sans distinction, accompliront l'importante et facile fonction qui a lieu demain et qu'ils repousseront par une forte majorité l'ordonnance proposée.

Mort de Berryer.

Le *Press* du 17 novembre contenait la notice suivante :

"L'état de santé de M. Berryer ne s'est point amélioré d'une manière sensible, quelque, la nuit dernière. Ils'laisse malade ait reposé avec un calme profond. Il se tient dans la journée, mais sans que ses forces reviennent. Sa vive intelligence continue, d'ailleurs, de prendre intérêt à toutes les choses qui ont amusé et passionné toute sa vie."

Un télégramme transatlantique, en date du novembre, nous annonce la mort de M. Berryer, à l'âge de 76 ans accomplis.

Pierre Antoine Berryer était né à Paris, le 4 janvier 1790 ; il était fils d'un avocat distingué, et c'est à côté de celui-ci et de Dupin ainé qu'il fit ses premières armes dans le célèbre procès où un maréchal Ney. Tout en concernant à la défense de l'illustre accusé, il sut maintenir avec dignité le caractère d'un avocat chargé de celle de Cambronne et de Debelle. Il n'avait à faire acquitter Cambronne et il obtint de roi la grâce de Debelle condamné à mort. Ce procès fut le point de départ de la réputation de Berryer comme avocat et comme orateur politique. En 1830, il fut élu député pour la Haute-Loire, et prit une part active aux débats qui précédèrent la révolution de juillet. Berryer ne se vallia jamais au gouvernement de Louis Philippe pas plus qu'à l'Empire, mais en 1846 il fit partie de l'assemblée législative qui fut dispersée par le Coup-d'Etat.

Sous Louis-Philippe, Berryer défendit devant la Cour des Pairs le Prince Louis-Napoléon. Bonaparte, aujourd'hui empereur, et ce sont bien que le talent de l'avocat ne contribua pas peu à sauver la tête de l'accusé.

En 1832, Berryer fut reçu membre de l'Académie française et il fit demander à Napoléon III, de le dispenser de la visite d'usage. On prétend que lorsqu'on lui demanda la communication de son discours de réception il répondit qu'il ne savait pas écrire, qu'il ne savait que parler, et qu'il n'avait pas l'habitude de faire des discours d'avance. Ce mot vrai ou faux, caractérise l'homme. Berryer était essentiellement orateur, mais son éloquence prenait sa source dans l'inspiration du moment. Il avait le génie de l'improvisation, mais n'était ni un travailleur ni un légiste profond. Bien qu'il eût pu gagner avec son talent plusieurs fortunes, il plaidait pro et ses honoraires n'atteignaient pas suffi à ses dépenses ou plutôt à ses prodigalités, et la munificence de son parti n'y avait pourvu.

Depuis l'établissement du second empire, Berryer était rentré à la Chambre des Députés et il s'y était rangé parmi les adversaires du gouvernement. Il avait protesté, en 1851, contre le Coup d'Etat, et, quelques jours avant sa mort, il écrivait, à l'occasion de la nomination Haussmann, une lettre qui indiquait que ses ressources politiques n'avaient rien perdu de leur vivacité. Dans les relations particulières, Berryer était un homme de monde aimable et sympathique, et il sera universellement regretté par le barreau de Paris, dont il était une des gloires, et par la Chambre, aux discussions de laquelle sa parole donnait tant d'éclat. Pour le parti légitimiste, la mort de Berryer sera une perte irréparable.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—Malgré la pluie il y avait assez de monde à l'opéra. La soirée a été charmante de tous points et a valu à madame Adelaïde Hasselmans et à M. Regal des applaudissements répétés et plusieurs rappels. Mademoiselle Chauveau et M. Van Hulfen ont eu leur bonne part du succès de cette soirée.

Le spectacle de samedi n'est pas encore définitivement fixé, mais nous pensons qu'on donnera *Lucie de Lammermoor*.

$55.—Les meilleures machines à coudre du monde, pour familles, s'achètent au dépôt de la Cie. Grover & Baker, 182, Canal, moyennant la faible prix de *cinquante-cinq* piastres. Elles sont garanties pour 5 ans.

Nouvelles d'Europe.

Nous avons reçu hier une malle d'Europe du 17 novembre, nous trouvons dans nos journaux les nouvelles et informations qui suivent :

Nous avons déjà donné un article de *Gaulois* sur une prétendue conspiration ayant pour objet de renverser le gouvernement.

L'Etendard publiait, au même moment, l'étrange mystification que voici :

Nous ne nous plaignons liberté de la presse qui est en cause dans le procès qu'on juge en ce moment. Ce ne sont point des écrits qui sont poursuivis, ce sont des actes. Ce n'est point une opinion qu'on persécute, *c'est la vérité de l'Etat qu'on défend*.

La *Presse* n'ajoute aucune foi aux assertions de ces confrères.

Le Droit annonce qu'une instruction vient d'être ouverte, sous inculpation de fausses nouvelle de nature à troubler la paix publique, contre le gérant du *Gaulois*, à raison de l'article publié avant-hier dans ce journal, sous le titre de : "Dernière heure."

Parmi les souscriptions que le *Journal de Paris* a reçues pour être consacrées à la mémoire de Baudin figure celle du comte T. Duchâtel.

On journal annonce que la souscription qu'il a ouverte sera close mardi prochain, parce qu'il n'a pas l'intention de la prolonger au delà de ce terme moralement nécessaire pour donner à ceux de ses lecteurs qui veulent devoir y adhérer le temps de lui envoyer leurs souscriptions.

Un duel a eu lieu, le 26 novembre, entre M. Laprade, de l'Académie française, de trouvant en tête de la sixième liste du *Temps*.

Il ne s'agissait pas, heureusement, d'un duel de sang, mais d'une joute littéraire.

Le bruit s'est un effet répandu hier à Madrid que la république venait d'être proclamée à Marcie. On disait aussi que les troubles de Puerto de Santa-Maria, à l'occasion de l'établissement d'un gril de taureaux de mal, avaient eu un caractère très grave. Le gouverneur de Cadix d'était vu forcé de destituer le premier alcade de cette localité.

A Valladolid, il y a eu une manifestation organisée, dit la *Epoca*, par les libres penseurs. Une foule immense qui savait un char allégorique, a passé de faire entendre les cris de : Vive la souveraineté nationale ! vivent la république et la liberté des cultes !

Dans quelques villages, les paysans procèdent au partage des terres.

Enfin, un certain nombre d'études, commencent d'une étrange façon la liberté d'association, est été ordonné la fermeture des écoles et rétabli les appointements dont messieurs déjà, des instituteurs primaires.

On écrit de Madrid :

14 novembre 1868.

Les correspondances de notre ville que je lis dans les journaux étrangers sont empreintes d'un optimisme, soit de gaminerie. L'impartialité n'y brille guère. J'essayerai de vous faire connaître exactement les faits.

La situation politique de notre pays est des plus graves. Demain dimanche, nous aurons peut-être une grosse émeute, dont il serait imprudent de mesurer les conséquences. Bref, un meeting composé exclusivement de démocrates devait, dans la soirée du dimanche dernier, demandant la liberté des cultes et même la République, sera d'autant plus tumultueux et plus menaçant que le gouvernement, sans prévoyance d'une grande révolte, connaître à Madrid le plus de troupes possible dans l'intention de procéder arbitrairement en cas de désordre.

On compte à Madrid cinq mauvais d'opinions bien tranchées.

Les généraux Serrano et Topete tiennent ferme les engagements pris avec le duc de Montpensier et reposent à priori contre notre situation.

Le général Prim a son candidat qu'aucun parti ne connaît et qui, pour les uns, ne serait autre que lui même, et pour d'autres, le fameux projet d'Union Ibérique.

Le parti modéré travaille énergiquement en faveur des généraux de Novaliches pour appuyer la candidature du prince des Asturies. On sait que notre armée est très mécontente et que ce parti est très riche. Le départ pour Paris du comte de Cheste aurait pour but de s'entendre avec l'ex-reine Isabelle sur les moyens, épouse ou autres, à employer pour proclamer la régence avec un prince. Le chef du régent, voilà le nœud gordien de cette combinaison.

On croyait le parti carliste mort, mais, d'après ce que nous voyons, il ne faisait que sommeiller. Pour me part, je ne lui accordais pas grand crédit ; mais il paraît que la liberté aidant, ces cultes ; mais les prétentions des femmes d'une part, l'appui obtenu, dévoué du clergé, de l'autre, lui ont fait une situation tellement belle que, sans être encore très redoutable, il pourrait bien combattant, comme jadis, pour la *religion* et les *fueros*, il tient dans ses mains la guerre civile et avec des chances très sérieuses de succès.

Il paraît qu'on a toutes les peines du monde à retenir les chefs des *guérillas*, et qu'il a fallu des ordres positifs de don Carlos pour empêcher, pour le moment, toute prise d'armes.

Quant au parti républicain, il livrera sa bataille de juin, si bien plus tôt qu'on ne pense. Il ne dit rien encore du Cadix, qui répète partout tous les cris que la décentralisation qu'l'autonomie de nos provinces exige, ne saurait se concilier qu'avec la forme républicaine. A Murcie, à Malaga et dans la vallée du Guadalquivir, il compte de chauds partisans, et la population industrielle de Barcelonne le secondera de toutes ses forces.

On comprend l'attitude et les espérances de ces cinq *partis* devant les longueurs et les indécisions du gouvernement provisoire, et surtout devant les ratifications par la loi électorale qui porte un suffrage universel. La nouvelle assemblée ne s'ouvrirait donc pas avant le 15 janvier, à peu de dates possible ; or, n'est pas sérieuse ni la vérité, n'est l'évidence.

C'est cette vérité qui, grâce au ciel, va pouvoir enfin se faire jour : c'est cette évidence qui va pouvoir enfin se manifester.

La justice française, personnifiée dans ses plus augustes représentants, va pouvoir enfin procéder à cette œuvre de salubrité réparatrice.

Cette œuvre salvatrice, la tâche que la requête nous pouvait depuis cinquante années sans terme, elle recevra la récompense de nos longs efforts.

Heureuse de n'être coupable d'un devoir, dont la pénible difficile lui imposait, elle pourra, quittant sans regrets un monde où elle a été abreuvée de tant de chagrins et de tant de douleurs, rejoindre dans un monde meilleur ceux dans lequel les hommes ont encore le droit de voir un coupable, mais dans lequel le souverain juge a depuis longtemps reconnu un innocent.

VIRGINIE LESURGUES.
J. ROZERRAN.
[avoués de la cour de cassation.]

$55.—Magnifiques machines à coudre de Grover & Baker, pour familles, avec les dernières perfectionnements, au prix de $55, au No 182, Canal.

CHRONIQUE LOCALE.

NOUVELLE MAISON D'ETAT.—Le comité de la Législature a terminé sa négociation avec la Banque de la Louisiane dont la maison, au coin des rues Conti et Royale, va être louée pour le terme d'un an au prix de huit mille piastres par an, avec le privilège d'acheter la propriété au prix de $75,000. La banque a en conséquence commencé son déménagement et les ateliers de local suivront sous délai. Ce qui occasionne ce déménagement c'est l'augmentation demandée pour la Mechanics' Institute. L'Etat avait payé $8000 jusqu'ici ; il lui faudrait à l'avenir payer $15,000. De là la nécessité du changement. Il est probable que l'Etat achètera les bâtisses de la Banque.

UN GARNISAIRE MIS A LA PORTE. — On applaudissait un garnisaire un garnisaire des meubles et des effets d'un contribuable en retard, et c'est un homme remplissant cet office que M. J. W. Manning, poursuivi par le collecteur de taxes d'Etat, avait chassé de chez lui. Mais pour cette éjection, il comparaissait hier devant le recorder Becker qui a rendu la décision suivante, décision qui fait honneur à la fois à son bon sens et à son esprit de tolérance et de charité.

"Sans encourager aucune tentative d'échapper au paiement des taxes, ce qui dans l'espèce n'était pas apparent, il est forcé, a-t-il dit, par son serment, de protéger les citoyens. Loin d'avoir le droit d'exercer la tyrannie, le collecteur de taxe est un serviteur de contribuable, nommé par son vote, soutenu par son argent, et obligé de le traiter en tout dans de cause avec cette considération et ce décorum que le public a le droit d'attendre des officiers de l'administration.

"D'après la bonne réputation et la position sociale du défendeur, il est clair, pour tout homme sensé, qu'il ne pense pas à frauder le gouvernement et, considérant la sévérité dont on a usé envers lui, le juge pense que le défendeur a mis d'un procédé de représailles justifiable ; en conséquence, l'affaire est mise hors de cour."

HÔPITAL DE CHARITÉ. — Rapport mensuel : Admis au novembre 1868, 622 ; renvoyés 457 ; restant le 30 novembre 1868, 165 ; contient 5 ; total 41. Restant au 1er décembre : blancs 510 ; couleur 18 ; total 528.

ECOLE NORMALE.—Cette école s'est ouverte le 10 octobre avec 39 élèves dont 35 réguliers assistants. Tous sont candidats aux places de professeurs et aux deux chaires vacantes de cette école. Pour se conformer aux demandes de l'acte de Fonds Peabody au système plus normal des études, le cours d'études a été changé et l'école est maintenant conduite. La discipline de l'école est bonne.

SIXIEME COUR DE DISTRICT — Dans l'affaire de Mme Vve Vogel, contre A. Richard, on a fait une question de l'existence ou de la non existence de la Mechanics' Institute. La plaignante, et Campbell, Spofford et Campbell pour les défendeurs. L'effet de la décision de juge Cooley est que des questions semblables sont maintenant soumises à la Cour suprême des Etats-Unis, pour être décidées définitivement.

Un compromis fait entre les parties, qui, comme la dit, dans son rapport à l'Assemblée nationale législative, le 25 janvier 1851, un homme d'un grand cœur et d'un grand talent, le représentant M. de Lamoricière, " protesta contre l'erreur de l'arrêt de l'an IV, et en sollicita la réparation."

Ce sentiment, ajoutait-il, évidemment inspiré de Dieu qui a triomphé de l'oubli et du temps, que rien n'a pu tuer ni éteindre, que toutes les générations ont accueilli avec une grande ardeur au nom seul de Lesurgues, s'élevait toujours et demande justice. Jamais autant de preuves de toute nature s'étaient-elles pour obtenir l'innocence d'un homme ! Non, il n'y a pas de doute possible ; on n'est pas sérieux si la vérité, c'est l'évidence.

C'est cette vérité qui, grâce au ciel, va pouvoir enfin se faire jour : c'est cette évidence qui va pouvoir enfin se manifester.

La justice française, personnifiée dans ses plus augustes représentants, va pouvoir enfin procéder à cette œuvre de salubrité réparatrice.

Cette œuvre salvatrice, la tâche que la requête nous pouvait depuis cinquante années sans terme, elle recevra la récompense de nos longs efforts.

Heureuse de n'être coupable d'un devoir, dont la pénible difficile lui imposait, elle pourra, quittant sans regrets un monde où elle a été abreuvée de tant de chagrins et de tant de douleurs, rejoindre dans un monde meilleur ceux dans lequel les hommes ont encore le droit de voir un coupable, mais dans lequel le souverain juge a depuis longtemps reconnu un innocent.

VIRGINIE LESURGUES.
J. ROZERRAN.
[avoués de la cour de cassation.]

$55.—Magnifiques machines à coudre de Grover & Baker, pour familles, avec les dernières perfectionnements, au prix de $55, au No 182, Canal.

L'affaire Lesurques.

Si tous nos lecteurs ne connaissent pas tous les détails de l'affaire Lesurques presque tous ont dû voir le *Courrier de Lyon*, drame dont le sujet a été tiré de l'histoire même de Lesurques. Depuis le commencement de siècle la famille de ce condamné a vainement essayé de faire réhabiliter sa mémoire, quoique lui ne le permettait pas.

Mais en 1867 une nouvelle tentative est intervenue qui ouvre la voie à la réhabilitation, et la question de l'innocence de Lesurques va enfin pouvoir être décidée.

Voici le texte de la requête présentée par Mlle Virginie Lesurques à M. le garde des sceaux :

Monsieur le ministre,

La requérante est la fille de l'infortuné Joseph Lesurques, condamné à la dernière peine, le 18 thermidor an IV, à la peine de mort par le tribunal criminel de Paris pour crime d'assassinat, suivi de vol, comme complémentaire avec plusieurs individus, dans la nuit du 8 au 9 fructidor de même an, sur la route de Paris à Lyon, et sur la personne du courrier de la malle-poste.

Les débats de cette lamentable affaire sont certainement présentés à la mémoire de votre Excellence, comme ils sont présents à la mémoire de tous ceux qui, comme moi, se sont occupés de cette affaire.

Mais Lesurques avait deux filles de son premier mariage et à l'époque où elle convola en secondes noces, une de ses filles, contre son consentement, se maria au frère de son second mari.

De fille et son gendre, qui était aussi son beau-frère, partirent ensuite pour la Rivière Rouge où ils résidèrent pendant quelque temps, et ayant eut à malheureusement de nous. Les jeunes femme ayant une santé fort altérée, avant à sa mère qu'elle devait cette débilité aux mauvais traitements de son mari. Un voyage qu'elle avait fait à la Nouvelle-Orléans avait laissé entre eux la séparation de son mari. Cette séparation n'a pas eu lieu et la jeune femme est morte ne laissant qu'un enfant, qui est avec nous n'en savons pas davantage pour le moment.

UN FOU.—W. Von Horton, arrêté comme fou, rue St-Charles, a comparu hier devant le recorder Becker. C'est un homme mûr et grand de taille, avec des yeux particulièrement brillants.

En le voyant, le recorder a ordonné qu'il fut envoyé à l'asile. Mais Horton s'est déclaré fou et a cherché à s'échapper subitement au moyen de rage et a demandé à grands cris une investigation, en disant qu'il avait été arrêté auparavant pour la même cause et relâché.

D'après des renseignements particuliers, il paraît que Von Harton appartient à une famille riche d'Allemagne. Il y a un an qu'il est entré à l'Université de Virginie. Une lettre de son frère, en date du 21 novembre, de Galveston, le recommande à quelques négociants d'ici, auxquels il avait été adressé pour avoir pour la personnier seront remboursées ses avis.

ACQUITTEMENT.—M. Julien Boudro a été jugé avant-hier pour avoir tué non Mme Lakevich qui n'a pas été arrêtée, mais son enfant qui n'a pas été arrêté, mais son enfant qui n'a pas été arrêté, mais son enfant qui n'a pas été arrêté